

Congrès du travail du Canada

**Pour le bien public :
La menace grandissante de la
privatisation et les propositions
des travailleurs pour protéger
notre avenir**





Le Groupe de travail du Congrès du travail du Canada (CTC) sur les nouvelles formes de privatisation a publié un rapport intitulé *Pour le bien public : La menace grandissante de la privatisation et les propositions des travailleurs pour protéger notre avenir*. Selon le mandat confié pendant l'Assemblée générale de 2017 du CTC de surveiller, d'analyser et de faire connaître les nouvelles formes de privatisation et d'en rendre compte, le rapport résume les conclusions du Groupe de travail.

Depuis trois ans, le Groupe de travail a examiné la flambée des nouvelles formes de privatisation, y compris les obligations à impact social (OIS) et les nouveaux organismes fédéraux qui facilitent la privatisation, tels que la Banque de l'infrastructure du Canada (BIC) créée par le gouvernement fédéral, FinDev Canada et le Fonds de finance sociale, ainsi que la participation des régimes de retraite et d'autres investisseurs à l'infrastructure privatisée. Le rapport documente les effets négatifs de la prestation de services à but lucratif ainsi que de la propriété et de l'exploitation privées à but lucratif de l'infrastructure et il souligne la valeur des services, programmes et installations publics forts et suffisamment financés. *Pour le bien public* trace la voie à suivre en présentant des recommandations qui tombent à point nommé en ce début de la planification de la relance par les gouvernements après la pandémie de la COVID-19.

Des bases publiques solides



Le personnel du secteur public remplit les fonctions suivantes :

- Nettoyer et désinfecter les lieux publics pour freiner la propagation du virus;
- Fournir de l'eau potable propre;
- Ramasser nos ordures;
- Faire fonctionner les transports en commun permettant aux travailleuses et travailleurs essentiels de se rendre au travail;
- Tenir les refuges pour sans-abri;
- Inspecter nos aliments et nos systèmes de transport afin d'en assurer la sécurité;
- Aider les personnes ayant des troubles de santé mentale, les femmes et les enfants fuyant la violence conjugale, les travailleurs et travailleuses qui ont besoin de services d'urgence de garde d'enfants et les jeunes fréquentant les écoles publiques, etc.

Pendant que la population canadienne s'efforce de réchapper à la pandémie de la COVID-19, l'importance du secteur public et des services publics n'a jamais été plus claire. Le personnel du secteur public a maintenu solides les bases de l'activité courante de nos communautés.

Il s'agit des personnes qui travaillent en première ligne de la pandémie d'innombrables façons. Du personnel de la santé qui prend soin des personnes malades, âgées et ayant un handicap et d'autres personnes vulnérables dans les établissements de soins de longue durée et les hôpitaux et à domicile et des ambulancières et ambulanciers fournissant des soins médicaux d'urgence.

Pendant que le personnel de la santé publique continuait à nous donner les meilleurs conseils possibles pour assurer notre sécurité et que les chercheuses et chercheurs publics s'efforçait de développer un vaccin, d'autres personnes travaillant dans le secteur public ont procédé à une vitesse inimaginable à la conception et à la mise en œuvre de la Prestation canadienne d'urgence. Ces personnes se sont assurées que trois millions de travailleurs et travailleuses qui avaient perdu leur emploi en raison de la COVID-19 reçoivent une aide financière immédiate afin de pouvoir acquitter leurs factures et se nourrir.

Le personnel du secteur public s'est montré à la hauteur malgré les défis multiples.

Conséquences de la privatisation et de la réduction des services publics



L'importance des services publics a été mise en évidence depuis le début de la pandémie.

La crise a également mis en évidence les dommages causés par l'insuffisance du financement public, les compressions budgétaires, la déréglementation et les efforts de privatisation. Nos services et actifs publics critiques font l'objet de pressions grandissantes exercées notamment par nos entreprises et la recherche de profit du secteur financier.

La tragédie qui se poursuit dans les soins de longue durée confirme ce que les syndicats et le personnel de prestation de soins disent depuis des décennies – le secteur est en crise. L'état honteux et déchirant des soins de longue durée découle de décennies de compressions budgétaires et de privatisation visant à réduire les coûts qui ont nui aux travailleurs et travailleuses et aux résidentes et résidents. Il est plus que jamais clair que les profits n'ont pas leur place dans les soins de longue durée et que ces soins devraient [être intégrés au système public et réglementés selon la Loi canadienne sur la santé](#).

Les décès et les cas de maladie survenus dans les établissements de soins de longue durée tenus par Revera Inc., filiale en propriété exclusive d'Investissements PSP, ont avivé l'inquiétude au sujet de la façon dont nos fonds de pension sont placés, et les syndicats dénoncent la situation. [L'Alliance de la fonction publique du Canada a demandé à Investissements PSP de céder Revera au secteur privé](#) et au gouvernement de commencer sans tarder à ramener les foyers sous la gestion et le contrôle publics. La pandémie a obligé de gros investisseurs comprenant des caisses de retraite à réviser les risques de l'investissement dans des infrastructures privatisées car les aéroports, les ports de mer et les routes à péage voient diminuer le trafic, et leurs profits. La privatisation de l'infrastructure peut accroître les frais d'utilisation et le montant des factures de services publics que les gens peuvent avoir du mal à payer dans un contexte de fort chômage et d'insécurité économique.

La pandémie a confirmé l'importance de nombreux autres systèmes et soutiens publics, y compris les

soins de santé publics, et le besoin pressant d'une assurance-médicaments publique universelle. Avant la pandémie, 3,7 millions de Canadiennes et Canadiens n'avaient pas les moyens de se procurer leurs médicaments. Depuis, des millions de personnes mises à pied [ont perdu leur assurance-médicaments offerte en milieu de travail](#).

La croisée des chemins



Même si les manifestations de reconnaissance et de soutien à l'égard des services publics sont répandues, les intervenants qui profitent déjà de réductions d'impôt et de la privatisation ont renouvelé leurs assauts, demandant des compressions budgétaires et cherchant de nouveaux moyens de tirer des profits de la prestation de services critiques.

Le gouvernement du Canada a décidé d'adjuger un marché de 5 millions de dollars de distribution d'équipement de protection individuelle (EPI) à Amazon, en dépit des conditions de travail lamentables de cette entreprise, de ses tactiques antisyndicales, de son recours à des paradis fiscaux et du fait bien connu qu'elle congédie les dénonciateurs. Plutôt que de s'assurer que notre intervention et notre relance créent des emplois dans le secteur public qui sont syndiqués et qui comportent des salaires et des conditions de travail acceptables, le gouvernement a adopté une ligne de conduite consistant à miser sur des milliers d'emplois précaires à bas salaire et à privatiser une partie indispensable de cette chaîne d'approvisionnement essentielle.

Malgré les preuves du [coût élevé des modes de financement privatisés tels que les partenariats public-privé \(PPP\)](#) et les récentes révélations au sujet des [primes aux cadres et du manque de transparence et de reddition de comptes de la BIC](#), le gouvernement fédéral [continue à faire la promotion du rôle de la BIC](#) dans la privatisation de la relance de notre économie. [L'appel à l'abandon de la BIC](#), par sa transformation en une vraie banque publique de l'infrastructure ou par un retour aux sources publiques de financement, ne saurait être plus opportun en ces temps où le gouvernement fédéral s'efforce d'accroître les dépenses d'infrastructure dans le cadre du plan de stimulation économique consécutive à la COVID-19.

Certaines OIS modifient déjà les paiements et les délais associés aux résultats des projets en raison de la COVID-19, ce qui prouve que les profits des investisseurs sont loin d'être garantis. Le gouvernement fédéral doit s'assurer que la relance après la COVID-19 soit favorable aux personnes qui emploient les services publics en mettant en œuvre des programmes de qualité à financement public plutôt qu'en remplissant les poches de ceux qui investissent dans des OIS.

Certains gouvernement provinciaux ont déjà commencé à [réduire le financement des fournisseurs de services](#), y compris les organismes à but non lucratif qui mettent en œuvre les programmes sociaux et les soins de santé. Cela porte à craindre que les réductions ouvrent la voie à de nouvelles formes de privatisation telles que les [OIS](#).

Si les gouvernements adoptent des coupures profondes et permanentes et privatisent encore davantage nos services publics, notre relance économique piétinera, le chômage et la pauvreté augmenteront, de bons emplois du secteur public disparaîtront, et cela nuira à la santé, au bien-être et à la durabilité de nos communautés. Le gouvernement fédéral doit s'engager à procéder à

une expansion budgétaire et à fixer des conditions de financement qui protègent notre secteur public, garantissent des salaires et des conditions de travail acceptables et accroissent la qualité et l'accessibilité de nos services et actifs publics. Cela passe par le financement public d'efforts de lutte contre les changements climatiques et de transition vers une économie verte et l'abandon de programmes qui privatisent l'aide internationale.

L'instauration d'un système fiscal plus équitable sera la clé de la reconstruction et de la relance, mettant fin à des décennies de politiques fiscales qui ont privé les gouvernements de milliards de dollars de revenus qui auraient pu servir à financer des services et de l'infrastructure publics vitaux. Cela exige de renverser les réductions des taux de l'impôt sur le revenu des grandes entreprises et des riches, d'éliminer les échappatoires fiscales et de réprimer l'évitement fiscal. Heureusement, la pandémie a révélé l'injustice de notre système fiscal, et le [public n'a jamais autant appuyé l'équité fiscale](#).

À mesure que nous répondons collectivement à la crise actuelle et que nous nous en remettons, nous devons faire face au fait que les groupes recherchant l'équité comptent parmi les plus durement frappés par la pandémie. Les personnes à bas salaire qui travaillent [en première ligne de la pandémie sont principalement des personnes racialisées. Le gros des mises à pied a eu lieu chez les nouveaux immigrants, les jeunes et les personnes ayant des emplois précaires](#). Les communautés autochtones courent des risques élevés à cause de l'insuffisance chronique du financement des services et de l'infrastructure, y compris le logement et l'approvisionnement en eau potable. Nous devons reconnaître qu'il s'agit des mêmes groupes qui ont été démesurément défavorisés par des décennies de réductions des services publics et de privatisation et qui occupaient des emplois précaires à bas salaire avant la pandémie de la COVID-19.

La participation des travailleuses et travailleurs, de leurs syndicats et de leurs communautés sera indispensable à une réouverture et à une relance justes. Le respect des droits de la personne et la réconciliation avec les peuples autochtones doivent être des éléments centraux de la réponse collective à la crise.

Vers un secteur public fort et une société juste



La pandémie de la COVID-19 et la crise économique connexe ont mis en évidence le fait qu'un secteur public fort, équitable et accessible est indispensable à la réponse aux urgences et sera un facteur crucial du succès des efforts que nous ferons au cours des prochains mois et des prochaines années pour procéder à une relance économique florissante, durable et juste. Les recommandations du Groupe de travail sur le renforcement, l'amélioration et l'expansion des services et de l'infrastructure publics indiquent les mesures immédiates à prendre pour répondre aux menaces pressantes qui pèsent sur notre secteur public et la vision à long terme à mettre en œuvre pour établir des services, des programmes et des installations publics qui assurent une société durable et équitable.

Le rapport incite les gouvernements notamment à :

- Renforcer et élargir les services et l'infrastructure publics;
- Accroître les recettes publiques;
- Élargir et améliorer les services publics;
- Éliminer la financiarisation et la facilitation de la privatisation dans le monde entier;
- Accroître le contrôle public du développement de l'infrastructure.

De plus, le Groupe de travail recommande que les syndicats :

- Surveillent et analysent les nouvelles formes de privatisation et présentent des rapports et procèdent à une sensibilisation à leur sujet;
- Donnent suite aux recommandations du Groupe de travail en incitant les gouvernements à assurer un contrôle public de l'infrastructure, à élargir et à améliorer les services publics et à mettre fin à la privatisation de l'aide internationale;
- Voient à ce que nos caisses de retraite ne servent pas à la privatisation.

Pour lire les recommandations détaillées, à la page 49, cliquez [ici](#).





CONGRÈS DU TRAVAIL DU CANADA
CANADIAN LABOUR CONGRESS